

4<sup>ème</sup> circonscription

## Construire Ensemble

### FLASH INFOS JUIN 2013

#### Editorial Faisons-le pour nos enfants !

Dans l'océan des mauvaises nouvelles en tous genres, le rapport de la Cour des comptes sur le système éducatif, dévoilé le 22 mai, est passé quelque peu inaperçu, alors qu'il recèle de véritables bombes. Ce sont pourtant des choses qu'avec quelques rares élus je dis et répète depuis des années. Je ne résiste donc pas au plaisir de vous en livrer les phrases les plus « choc » :

⇒ "La capacité du système scolaire français à assurer la réussite de tous les élèves est médiocre comparée à celle des autres pays développés."

⇒ "Si les enquêtes internationales montrent la diminution continue des performances du système éducatif français depuis une décennie, les moyens financiers qui lui ont été alloués sur la période couverte par ces études ont, en revanche, connu une hausse constante alors que le nombre d'élèves décroissait."

⇒ "Ces évolutions croisées montrent que le système français ne souffre pas d'un défaut de moyens, mais de modalités d'allocation et de gestion de ces moyens, moins performantes que celles des pays comparables".

⇒ "Les principes de gestion du ministère n'ont pas évolué depuis le milieu du XX<sup>ème</sup> siècle et ne permettent pas au système éducatif de relever les nouveaux défis auxquels il est confronté. Ils ont même des effets contraires aux objectifs affichés."

Autant de vérités que nous crions depuis longtemps, en nous heurtant à un mur de certitudes mâtinées de mépris. Et le ministre socialiste de l'Éducation, V. Peillon, pur produit du système, a balayé d'un revers de main ce rapport, préférant concentrer tous ses efforts sur la modification des dates de vacances scolaires et la durée de la pause méridienne à l'école primaire. Dans le même temps tous ceux qui sont occupés à discourir des rythmes scolaires ne voient pas s'insinuer dans nos écoles la théorie du « gender » qui dénie l'existence d'une identité sexuelle différenciée pour les garçons et les filles.

Quand nous reviendrons au pouvoir, il faudra faire sortir des écoles ces théories chères à mesdames C. Taubira et N. Vallaud-Belkacem et nous ne pourrons pas faire l'économie de la grande réforme de l'éducation que j'appelais de mes vœux dès le début du mandat de Nicolas Sarkozy : suppression du collège unique, remise en cause de l'école obligatoire jusqu'à 16 ans et du baccalauréat pour (presque) tous, nécessité de savoir lire, écrire et compter pour entrer en 6<sup>ème</sup>, réintroduction de la sélection à l'entrée du collège, du lycée et de l'université, et surtout la réhabilitation des filières techniques et la promotion de l'apprentissage.

Ces questions peuvent sembler accessoires face à l'ampleur de la crise économique et morale actuelle, mais c'est tout l'inverse : c'est parce que l'on a vécu sur l'idéologie issue de mai 68 sans oser toucher aux dogmes édités par l'intelligentsia de gauche que l'Éducation nationale s'enfoncé toujours plus dans la crise.

Et s'il est encore possible de redresser la barre, si ce n'est pas pour nous, s'il vous plait, faisons-le pour nos enfants.

Claude Bodin

#### Société

#### Déficits: les familles vont payer !

Réduction du montant des allocations familiales pour les familles les plus aisées ou plafonnement du montant du quotient familial ?

Quelle que soit la solution adoptée par le Gouvernement pour réduire le déficit de la branche « famille » de la Sécurité sociale, ce sont les familles qui vont trinquer et pas seulement les plus aisées.

C'est un nouvel effort que le gouvernement compte demander aux Français, au lieu de s'attaquer à la réduction de son train de vie.

Mettre la politique familiale sous condition de ressources, c'est mettre à bas la politique familiale mise en place à la Libération, celle qui a permis à la natalité française de rester une des plus élevées en Europe.

C'est donc un équilibre fragile auquel s'attaque le gouvernement et dont les effets pervers pourraient être désastreux : si notre natalité baisse au niveau atteint en Allemagne ou en Russie, toute réforme du système de retraites est vaine : il n'y aura plus assez d'actifs pour payer nos retraites.

#### Claude Bodin :

« La famille est décidément dans le collimateur de ce gouvernement. Après avoir imposé le mariage pour tous, il s'attaque maintenant à la politique familiale, fondement de notre Ve République.

Une fois encore, il se trompe de cible, à moins qu'il ne participe, plus ou moins consciemment, au travail, engagé depuis un an, de sape des piliers de notre société ».

#### Economie

#### Le chiffre du mois :

**3 264 400** demandeurs d'emploi sans activité, record historique de 1997 dépassé et qui risque d'être battu encore souvent, la hausse du chômage devant se poursuivre au moins jusqu'à 2014.

## Déficit

### Dette :

la France sous surveillance rapprochée

La Commission européenne a officialisé son accord pour reporter de deux ans l'objectif de la France de ramener son déficit public sous la barre des 3 % de PIB. Désormais, elle compte sur un effort de Paris qui permettrait de passer d'un trou budgétaire de 3,9 % cette année à 3,6 % l'an prochain, puis 2,8 % en 2015.

«L'heure des réformes courageuses a sonné» a déclaré le commissaire européen aux Affaires économiques, Olli Rehn. Car ce délai est assorti de fortes recommandations pour que Paris mène de profondes réformes afin de réduire les dépenses et doper la compétitivité.

Elle insiste d'abord sur la remise en ordre des finances publiques et rappelle que la France dispose de marges de manœuvre pour diminuer ses dépenses et simplifier la structure de l'État. Elle recommande de prendre de nouvelles décisions pour simplifier la fiscalité, réformer l'assurance-chômage et le système des retraites afin de le ramener à l'équilibre en 2020, abaisser le coût du travail, en réduisant le poids des contributions sociales des employeurs.

Elle déplore, dans la foulée, la dernière hausse du SMIC décidée en 2012.

#### Claude Bodin :

*« Pour s'en sortir, le gouvernement doit entamer une vraie politique de réformes et sortir des mesurottes qu'il propose depuis un an : il lui faudra s'attaquer aux privilèges, supprimer les avantages acquis et les rentes de situation. Il lui faudra du courage et c'est bien ce qui manque le plus. »*

## Logement

### En panne sèche

En mars dernier, François Hollande a annoncé un « Plan d'urgence Logement », avec comme priorité de « Faire plus simple, plus vite et davantage ».

Il s'est notamment engagé à raccourcir les délais de construction, à densifier les projets en zones tendues et à développer le logement intermédiaire. Pour ce faire, le Gouvernement a aujourd'hui choisi de recourir aux ordonnances, ce qui évite un débat au Parlement.

Sur la forme, c'est contestable, sur le fond, c'est désastreux.

Le candidat Hollande avait promis la construction de 500 000 logements par an, dont 150 000 logements sociaux. Cette promesse est loin d'être tenue. En 2012, seuls 346 000 logements neufs ont été mis en chantier, soit une baisse de près de 18%.

**Rappelons qu'en cinq ans de notre gouvernement, de 2007 à 2012 ; 400 000 logements par an ont été construits dont 120 000 logements sociaux.**

#### Claude Bodin :

*« Dans ce domaine aussi, dans cet acharnement à effacer les traces de ce qui a été fait sous Nicolas Sarkozy, la politique du gouvernement Ayrault est incohérente ; suppression de loi sur la majoration des droits à construire, hausse de la TVA, alors qu'une réforme d'ampleur du secteur du bâtiment et du logement est indispensable pour relancer la construction. »*

## Territoire

### Paris Métropole :

la technocratie contre les territoires.

**La région Ile-de-France** : 2% du territoire national, 20% de la population.

Et un mille-feuille administratif unique au monde : 1 281 communes, 115 intercommunalités, huit départements, une région et maintenant, si le projet du gouvernement est adopté à l'Assemblée Nationale : une métropole qui va regrouper entre 85% et 90% de la population de la région !

Où est donc la simplification administrative annoncée par le président Hollande ? La réalité c'est que les socialistes sont en train de créer un monstre technocratique !

On nous dit que la région conserve la compétence « transport », mais c'est la Métropole qui aura la compétence « logement » !

Dans leur empressement à détricoter les projets de Nicolas Sarkozy, la gauche a enterré la réforme territoriale qui fusionnait conseillers généraux et régionaux et a tué dans l'œuf le projet de Grand Paris.

Une métropole qui va concentrer des compétences, sans qu'elles soient retirées ailleurs, des intercommunalités fraîchement créées à qui l'on va demander de fusionner, des maires qui sont menacés de devenir des élus d'arrondissement, voilà ce que nous prépare le gouvernement.

Le Sénat, qui représente les élus et les territoires a rejeté le 3 juin dernier ce projet de métropole.

Combien de temps le bon sens pourra-t-il résister à la démagogie ?

#### Claude Bodin :

*« Avec ce projet, le gouvernement est en train de créer un nouveau monstre bureaucratique, une nouvelle strate supplémentaire qui va coûter en bureaux, en voitures et en fonctionnaires. Il sera en compétition avec la Région, laquelle s'avère déjà incapable de gérer un dispositif qui la dépasse, ce que l'on peut constater tous les jours dans les transports en commun. »*

## Société

### Vacances d'été :

la rigueur au menu

Très mauvais temps pour les vacances ! Selon les résultats du 13e baromètre « Ipsos-Europ Assistance » sur les intentions de départ et les préoccupations des Européens, jamais le nombre de Français devant renoncer à prendre quelques jours de congés d'été n'a été aussi élevé.

La baisse du nombre de ceux qui décident, faute de moyens, de tirer un trait sur les vacances d'été atteint cette année un record.

Les Français ne sont plus que 62%, contre 70% l'an dernier, à déclarer avoir l'intention de partir quelques jours entre juin et septembre.

Pour alléger les dépenses, 60% d'entre eux resteront dans l'Hexagone, privilégiant leur voiture personnelle plutôt que le train ou l'avion, ainsi que les solutions d'hébergement familial ou le partage de locations entre amis.

## Pour m'écrire ou me rencontrer

1, rue Saint-Flaive prolongée

95120 Ermont

Je tiens une permanence les samedis de 9h à 12h